

STATUTS

conformes à ceux
de la Fédération Française de la Retraite Sportive
dans le cadre du décret du 7 janvier 2004.

TITRE I

BUT et COMPOSITION

Article 1 : Le club **BA**stidon de la **Re**traite **S**portive» (**B A R S**), Association déclarée à la Préfecture de GAP (Hautes Alpes) le 19 novembre 2008 dans le cadre des directives générales de la Fédération Française de la Retraite Sportive (F.F.R.S.) a pour objet de :

1. favoriser le développement de la pratique des activités physiques et sportives adaptées au temps de la retraite ou au temps libre assimilé, sans idée de compétition, dans le respect des règlements techniques des disciplines sportives, le cas échéant adaptés aux caractéristiques des adhérents et des règles générales et particulières de sécurité,
2. valoriser la préservation du capital santé des pratiquants sportifs âgés,
3. promouvoir la convivialité par la pratique en groupe d'activités physiques et sportives.

L'Association s'interdit toute discrimination de quelque nature que ce soit. Elle veille au respect de son objet social par ses membres ainsi qu'au respect de la charte de déontologie du sport établie par le Comité National Olympique et Sportif Français.

Conformément à l'article *L 121-4 du code du sport*, elle garantit un fonctionnement démocratique, la transparence de sa gestion et l'égal accès des femmes et des hommes à ses instances dirigeantes.

Sa durée est illimitée.

Son Siège est fixé à l'adresse de la mairie de La Bâtie-Neuve (05230).

Le Siège peut être transféré dans une autre commune par délibération de l'Assemblée Générale sur proposition du Comité Directeur.

Article 2 : L'Association constituée dans les conditions prévues par la section 1 du chapitre premier du titre II du Livre premier du code du sport regroupe des personnes en retraite ou assimilées.

La qualité de membre du club BARS est accordée à toute personne de plus de 50 ans sans activité professionnelle. Cette qualité peut être appréciée, le cas échéant, par le Président du CODERS 05 pour toute personne qui ne remplit pas l'une ou l'autre de ces conditions. Elle se perd par la démission ou par la radiation. La radiation est prononcée pour non-paiement des cotisations.

Elle peut être également prononcée par la Fédération et par elle seule, dans les conditions prévues par son règlement disciplinaire, pour tout motif grave qui n'aurait pu être solutionné par la Commission de conciliation de l'Association .

Article 3 : Les statuts de l'Association sont compatibles avec ceux de la F.F.R.S. à laquelle elle adhère dans le cadre de l'article 2 du décret n°2002-488 du 9 avril 2002 pris pour l'application de l'article L 121-4 du code du sport et relatif à l'agrément des groupements sportifs.

Article 4 : L'Association peut conduire des actions de coopération avec les organisations sportives des Etats de la zone géographique dans laquelle ils sont situés et, avec l'accord du CODERS 05 et de la Fédération, organiser des manifestations internationales à caractère régional.

TITRE II

PARTICIPATION A LA VIE ASSOCIATIVE

Article 5 : Tout licencié au Club **BA**stidon de la **Re**traite **S**portive peut être candidat aux instances dirigeantes locales, départementales, régionales et nationales. Il doit être à jour de sa cotisation.

La licence prévue à l'article L 131-6 du code du sport et délivrée par la Fédération marque l'adhésion volontaire de son titulaire à l'objet social et aux statuts et règlement de celle-ci.

La licence est délivrée aux pratiquants par le Comité Départemental au nom de la Fédération aux conditions générales suivantes : le pratiquant s'engage à respecter l'ensemble des règles et règlements, notamment fédéraux, relatifs à la pratique sportive ainsi que les règles relatives à la protection de la santé publique.

La licence confère à son titulaire le droit de participer au fonctionnement et aux activités de la Fédération.

La licence est annuelle et délivrée pour la durée de la saison sportive (1^{er} septembre au 31 août de l'année suivante) sans titre (fonction) particulier pour chaque participant.

La délivrance d'une licence ne peut être refusée que par décision motivée du CODERS 05 ou de la Fédération. Elle ne peut être retirée à son titulaire que pour motif disciplinaire, dans les conditions prévues par le règlement disciplinaire ou le règlement particulier de lutte contre le dopage de la F.F.R.S., après que cette personne ait pu librement exposer sa défense.

Article 6 : Les activités physiques et sportives définies par l'Assemblée Générale de la Fédération et inscrites annuellement dans le règlement intérieur peuvent être ouvertes exceptionnellement aux personnes qui ne sont pas titulaires de la licence, en particulier les conjoints de licenciés qui ne remplissent pas les conditions pour être licenciés. Cette participation est en outre subordonnée au respect par les intéressés de conditions destinées à garantir leur sécurité, leur santé et celle des tiers.

TITRE III

L'ASSEMBLEE GENERALE

Article 7 : L'Assemblée Générale se compose de tous les adhérents de l'Association. Peuvent assister à l'Assemblée Générale, avec voix consultative, les Membres invités, Bienfaiteurs ou Donateurs.

Le vote par correspondance n'est pas admis. Le vote par procuration est autorisé (3 pouvoirs maximum par mandataire), mais le Délégué doit être licencié dans le Club qu'il représente.

Article 8 : L'Assemblée est convoquée par le Président de l'Association.

Elle se réunit au moins une fois par an à la date fixée par le Comité Directeur et chaque fois que sa convocation est demandée par le Comité Directeur ou par le tiers des membres admis à l'Assemblée Générale et représentant le tiers des voix.

Les convocations aux Assemblées Générales sont adressées à tous les adhérents à jour de leur cotisation 15 jours au moins avant la date de la réunion.

Pour être tenue valablement l'Assemblée Générale doit se composer de la moitié au moins de ses membres représentant la moitié au moins des voix.

L'ordre du jour est proposé par le Comité Directeur.

L'Assemblée définit, oriente et contrôle la politique générale de l'Association et entend chaque année les rapports sur la gestion du Comité Directeur et sur la situation morale et financière de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant et délibère sur les questions mises à l'ordre du jour.

Elle fixe le montant des cotisations et chaque année désigne un (ou des) vérificateurs aux comptes qui ne peut (ou ne peuvent) être membre(s) du Comité Directeur.

L'Assemblée Générale est seule compétente pour se prononcer sur les acquisitions, les échanges, les aliénations de biens immobiliers, sur la constitution d'hypothèques et sur les baux de plus de neuf ans. Elle décide seule des emprunts. Les votes de l'Assemblée Générale portant sur des personnes ont lieu à bulletin secret.

Article 9 : Les modalités d'attribution des mandats de vote pour l'Assemblée Générale du CODERS 05 sont définies dans le Règlement Intérieur du club Bastidon de la Retraite Sportive.

TITRE IV

LES INSTANCES DIRIGEANTES ET LE PRESIDENT

Article 10 : Les instances dirigeantes sont le Comité Directeur et le Bureau.

Tous les efforts seront entrepris pour que la représentation des femmes soit garantie au sein des instances dirigeantes par l'attribution d'un nombre de sièges proportionnel au nombre de licenciées éligibles.

Article 11 : L'Association est administrée par un Comité Directeur composé de 3 membres au minimum et d'un nombre maximum ne pouvant dépassé le tiers des membres du club. Ce Comité Directeur est élu par l'Assemblée Générale, à bulletin secret, au scrutin uninominal à un tour, selon l'Article 13 des Statuts de la F.F.R.S. En cas d'égalité de voix, l'élection est acquise au candidat le plus jeune.

La durée du mandat est de 4 ans. Il expire à la première Assemblée Générale ayant lieu, au plus tard, le 31 mars qui suit les derniers Jeux Olympiques d'été. Les Membres du Comité Directeur sont rééligibles.

En cas de vacance au sein du Comité Directeur pour quelque motif que ce soit, il devra être pourvu nécessairement au remplacement du ou des Membres concernés, à l'occasion de la plus proche Assemblée Générale, étant entendu que le membre remplaçant exercera ses fonctions pour la durée restante du Membre qu'il a remplacé.

Ne peuvent être élues au Comité Directeur les personnes telles qu'énumérées au Titre IV - Article 13 des statuts de la F.F.R.S.

Le Comité Directeur se réunit au moins 3 fois par an.

Il ne délibère valablement que si le tiers au moins de ses Membres est présent.

Tout Membre qui aura, sans excuse valable, manqué 3 séances consécutives, perdra la qualité de Membre du Comité Directeur.

Les Procès-verbaux des séances sont signés par le Président et le Secrétaire.

Article 12 : L'Assemblée Générale peut mettre fin au mandat du Comité Directeur avant son terme par un vote intervenant dans les conditions suivantes :

- l'Assemblée Générale doit être convoquée à cet effet à la demande du tiers de ses Membres,
- les deux tiers des Membres de l'Assemblée Générale doivent être présents,
- la révocation du Comité Directeur doit être votée à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Article 13 : Les Membres du Comité Directeur ne peuvent recevoir aucune rétribution pour les fonctions qui leur sont confiées.

Le Comité Directeur, suivant l'exécution du budget, doit avoir à sa disposition tous les documents comptables et administratifs. Il arrête un Règlement Intérieur qu'il soumet à l'Assemblée Générale.

S'imposent les "Règlement disciplinaire" et "Règlement disciplinaire particulier relatif à la lutte contre le dopage" fédéraux votés par les instances nationales.

TITRE V

LE PRÉSIDENT ET LE BUREAU

Article 14 : L'élection du Président a lieu après le renouvellement du Comité Directeur.

Il est choisi, au scrutin secret, par et parmi les membres du Comité Directeur.

Son mandat est de 4 ans dans les conditions énoncées à l'Article 11 ci-dessus.

Article 15 : Le Comité Directeur comprend en son sein un Bureau composé du Président, du Vice-président, du Trésorier et du Secrétaire, et éventuellement de postes d'Adjoints.

Article 16 : Le Bureau met directement en œuvre la politique définie par le Comité Directeur et votée par l'Assemblée Générale. Il assure le fonctionnement et la gestion dans tous ses aspects. Il rend compte de son activité à chaque réunion du Comité Directeur.

Article 17 : Le Président préside l'Assemblée Générale, le Comité directeur et le Bureau.

Il ordonnance les dépenses et représente le BARS dans tous les actes de la vie civile et devant les tribunaux.

Le Président peut déléguer certaines de ses attributions dans des conditions qui seraient alors fixées au Règlement Intérieur.

Article 18 : L'Association ci-dessus nommée est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le Président ou par un membre du Comité Directeur habilité à cet effet, par délégation.

Article 19 : En cas de vacance du poste de Président, le Vice-président assumera ses fonctions. A défaut, le Comité Directeur choisira un Président intérimaire en son sein, étant entendu que le Président remplaçant exercera ses fonctions pour la durée restante du Président qu'il a remplacé, comme indiqué à l'Article 10 11 ci-dessus.

Article 20 : Des Commissions peuvent être nommées par le Comité Directeur.
Un Membre au moins du Comité Directeur doit siéger dans chacune de ses Commissions.
Les Commissions sont des organismes consultatifs dont le rôle est de présenter des propositions au Comité Directeur.

TITRE VI

COMPTABILITÉ ET RESSOURCES

Article 21 : La comptabilité de l'Association ci-dessus nommée est tenue conformément aux Lois et Règlements en vigueur, notamment les dispositions du Décret n°2004-22 du 7 janvier 2004.

Cette comptabilité fait apparaître annuellement (année civile) un compte d'exploitation, le résultat de l'exercice et un bilan. Elle permet l'établissement et le contrôle du budget.

Elle doit être soumise à un vérificateur aux comptes conformément à l'Article 8 ci-dessus.

Article 22 : Les ressources annuelles sont composées :

1. le revenu de ses biens,
2. les cotisations et souscriptions de ses Membres,
3. le produit des manifestations,
4. les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales ou des Établissements publics,
5. les participations financières de la Fédération, du CORERS PACA et du CODERS 05
6. les ressources créées à titre exceptionnel, s'il y a lieu avec l'agrément de l'autorité compétente,
7. le produit des rétributions perçues pour services rendus,
8. les dons des personnes privées et publiques (versements ouvrant droit à réduction d'impôt, art 200 du CGI sur les dons aux associations).

TITRE VII

MODIFICATION DES STATUTS ET DISSOLUTION

Article 23 : Les Statuts ne peuvent être modifiés que par l'Assemblée Générale, uniquement sur la proposition du Comité Directeur ou du dixième au moins des Membres de l'Assemblée Générale. Cette proposition doit être soumise au moins un mois avant l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour délibérer valablement, cette Assemblée doit réunir 50 % des voix. Sinon, une nouvelle Assemblée est convoquée à deux semaines au moins d'intervalle. Elle peut alors délibérer quel que soit le nombre de Membres présents.

Dans tous les cas de figure, les Statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des voix des Membres présents ou représentés.

Article 24 : L'Assemblée Générale appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association ci-dessus nommée doit être convoquée spécialement à cet effet. Elle se prononce dans les conditions prévues par les deuxième et troisième alinéas de l'Article 22 ci-dessus.

TITRE VIII

SURVEILLANCE ET PUBLICITE

Article 25 : Le Président de l'Association ci-dessus nommée, ou son Délégué, fait connaître dans les trois mois à la Préfecture du Département, ou à la Sous-préfecture de l'Arrondissement, où elle a son Siège, tous les changements intervenus dans l'Association et notamment :

4. les modifications apportées aux statuts,
5. les changements dans la composition du Comité Directeur,

6. le changement d'adresse du Siège.

Article 26 : Les documents administratifs de l'Association et ses pièces de comptabilité sont présentés sans déplacement sur toute réquisition du fonctionnaire accrédité par le Ministre chargé des Sports.

Le procès verbal de l'Assemblée Générale, le rapport moral et le rapport financier et de gestion sont adressés chaque année au Comité Départemental des Hautes Alpes (CODERS 05).

Approuvé au cours de l'Assemblée Générale Extraordinaire du BARS à La Bâtie-Neuve, le 30 janvier 2015.

Le Président

Le Secrétaire

La Trésorière